



Signataires : Sylvain Thévoz, Léna Strasser, Jean-Pierre Tombola, Ayari Félix Beltrametti, Marc Falquet, Sophie Bobillier, Julien Nicolet-dit-Félix, Dilara Bayrak, Grégoire Carasso, Yves de Matteis, Louise Trottet, Pierre Eckert, Clarisse Di Rosa, Oriana Brücker, Emilie Fernandez, Amanda Ojalvo da Silva, Caroline Renold

Date de dépôt : 13 mai 2026

Proposition de motion

pour une mesure de suivi social de qualité favorisant la désistance dans les établissements de détention genevois

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève
considérant :

- le nombre de personnes entrant en détention parfois pour de très courtes peines liées à des conversions d’amendes en jours de détention ;
- le fait que, pour un grand nombre d’entre elles, des solutions autres que la détention auraient pu être identifiées (négociation de plans de désendettement, exercice du droit à l’aide sociale, etc.) si elles avaient pu bénéficier d’un suivi social ;
- le coût faramineux de la détention proprement dite et de toute la chaîne administrative conduisant à la détention (service de police, office cantonal des poursuites, etc.) ;
- la surpopulation à Champ-Dollon et la nécessité de faire baisser le taux de récidive et d’incarcération qui est l’un des plus élevés de Suisse ;
- le renforcement du caractère cyclique et répétitif de ces incarcérations si rien n’est fait pour améliorer la situation de vie des personnes incarcérées ;
- les économies financières pour l’Etat d’une meilleure prise en charge des personnes détenues souffrant de problèmes sociaux, la nécessité d’éviter la répétition d’incarcérations particulièrement destructurantes ;

- la relative « opportunité » que peut être une incarcération contraignant une personne en difficulté, éloignée de tout service social, à être identifiée et accompagnée dans des démarches prioritaires ;
- le fait que toute personne amenée en détention à Champ-Dollon a un entretien avec une infirmière ou un infirmier, mais pas avec une travailleuse sociale ou un travailleur social ;
- la nécessité que les directions d'établissements puissent disposer d'un service social dans leur établissement, comme cela est le cas dans toutes les prisons de Suisse, afin d'assurer un travail et un suivi efficace de chaque personne amenée dans l'établissement,

invite le Conseil d'Etat

à modifier le règlement relatif aux établissements ouverts ou fermés d'exécution des peines et des sanctions disciplinaires (REPSD – F 1 50.08), du 25 juillet 2007, afin que :

- toute personne entrant dans un lieu de détention genevois, quel que soit son régime de détention, ait droit à un entretien minimum avec une professionnelle ou un professionnel du travail social ;
- tout établissement de détention genevois dispose d'un service social placé sous sa responsabilité.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Un grand nombre de personnes entrent en détention pour de très courtes peines. Une majorité de celles-ci sont détenues pour des problématiques liées à des conversions d'amende en peine privative de liberté. Certaines ont commis pour seul délit le fait de n'avoir pu régler leurs amendes. Elles sont assurément dans une grande précarité sociale. Leurs conditions de vie les conduisent à l'incarcération. Ces conditions risquent de les ramener en détention si rien n'est entrepris pour les améliorer. D'autres personnes se retrouvent incarcérées sous le régime de la détention avant jugement à Champ-Dollon. Elles sont présumées innocentes et un grand nombre d'entre elles ressortiront innocentes de leur incarcération en détention préventive. Leur passage en prison pourrait être une opportunité d'avancer sur leur chemin de vie. Quoi qu'il en soit, 99% de toutes les détenues et tous les détenus ressortiront un jour de détention. Les études sociologiques le démontrent : les causes les plus profondes qui conduisent à la détention sont la précarité et la pauvreté.

Le milieu pénitentiaire est particulièrement nocif pour une personne, et est une source de précarisation accrue, d'isolement social, et d'émergence de troubles psychologiques accrus, notamment du fait de la promiscuité et des conditions de détention extrêmement difficiles, particulièrement à Champ-Dollon. La mixité de régimes de détention est un cocktail explosif qui augmente d'autant la fragilisation de personnes déjà très vulnérables. La prévalence de problèmes psys et de surendettement est massif, conséquence de situations de vie qui se sont détériorées parfois durant des décennies. Il est d'autant plus important que toute personne qui entre en détention puisse être mise en contact avec une travailleuse sociale ou un travailleur social, afin de lutter de manière efficace contre les conditions qui ont amené cette personne en détention. Sans cela, le risque de récidive et de réitération du passage à la case prison est très élevé, avec des coûts faramineux pour la société et l'Etat.

La désistance est un processus qui fait référence au cheminement par lequel une personne adopte progressivement un mode de vie sans commettre de nouvelles infractions. Genève s'est donné pour ambition de mettre en œuvre une politique forte de désistance et se propose d'augmenter les processus de sortie de la délinquance. Pour cela, les conditions de vie doivent permettre raisonnablement au changement de se réaliser. L'accompagnement doit, d'une part, prioritairement viser à limiter les effets dommageables du contact avec le système pénal, et offrir des soutiens sociaux et relationnels,

d'autre part. Il est fondamental, dans ce cadre, que toute personne qui entre en prison puisse être vue par une personne formée au travail social.

Un certain nombre de personnes détenues sont parfaitement éligibles à des services sociaux, simplement elles n'en ont jamais rencontré un. Un certain nombre d'entre elles pourraient mettre à jour leurs retards administratifs, leurs documents (par exemple d'identité, etc.). Un investissement en termes d'identifications et de suivi des problématiques sociales serait un gain pour la société. Ce sont probablement des millions qui seraient économisés avec des prises en charge adéquates. Aujourd'hui ne sont vues par des ISJ (intervenants socio-judiciaires) que les personnes qui en font la demande, avec des délais d'attente très variables. Des personnes sont relâchées devant les portes de la prison du jour au lendemain sans avoir vu un seul intervenant social, sans un sou en poche, contraintes de monter dans un bus et de se mettre quasiment immédiatement déjà en infraction du fait de sorties non préparées, préparant déjà là une nouvelle incarcération.

La stratégie menée par le service de la réinsertion et du suivi pénal (SRSP) n'inclut pas le fait que toute personne qui entre en détention puisse être rencontrée par un ISJ (intervenant socio-judiciaire), il en résulte de graves trous dans la raquette, et des manquements afin de lutter contre la récidive. Des personnes continueront de faire des allers-retours de la prison à l'extérieur et de l'extérieur à la prison, sans véritable prise en charge sociale ni identification de leurs problématiques les conduisant à ces va-et-vient. Il serait bien plus efficient que les directions d'établissement puissent avoir autorité sur les travailleuses et travailleurs sociaux œuvrant dans leurs établissements. Ces directions connaissent de manière fine la population logée dans leurs établissements, et peuvent également via les agentes et agents de détention identifier les problématiques sociales devant être traitées de manière prioritaire, avec une vision globale des personnes détenues. Ces directions pourraient articuler de manière solide le travail entre les agentes et agents de détention et les travailleuses et travailleurs sociaux, pour autant qu'ils puissent avoir autorité sur ceux-ci et disposer des ressources suffisantes.

Pour toutes ces raisons, nous vous remercions, Mesdames les députées et Messieurs les députés, de faire bon accueil à cette proposition de motion, qui vise à accomplir les objectifs de la stratégie pénitentiaire dont les principes ont été votés en mars 2023 par notre parlement, soit la loi sur la planification pénitentiaire, particulièrement son article 2.